

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 30 JUIN 2003, CONCLUE AU SEIN DE LA COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE HOTELIERE, EN EXECUTION DU PROTOCOLE D'ACCORD DU 30 JUIN 2003, PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 1 DU 25 JUIN 1997, CONCLUE EN EXECUTION DU PROTOCOLE D'ACCORD DU 14 MAI 1997, SUR L'INSTAURATION D'UNE CLASSIFICATION DES FONCTIONS ET LA DETERMINATION DES SALAIRES MINIMUMS DANS LE SECTEUR HORECA

Art. 1^{er} La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire de l'industrie hôtelière.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, il y a lieu d'entendre par « travailleurs », les travailleurs masculins et féminins rémunérés sur base d'un salaire horaire ou mensuel fixe.

Art. 2. Dans la convention collective de travail n° 1 du 25 juin 1997, rendue obligatoire par arrêté royal du 22 mars 1999, le point B. 'Liaison des salaires minimums à l'indice des prix à la consommation établi pour le Royaume' du chapitre VI 'Salaires, Classes salariales' est remplacé au 1^{er} juillet 2003 par ce qui suit et un point G est inséré au chapitre VII 'Insertion dans la grille salariale' au 1^{er} juillet 2003 stipulant que:

« B. Liaison des salaires minimums à l'indice des prix à la consommation établi pour le Royaume

Art. 10. Les rémunérations minimums en application ainsi que la partie des rémunérations effectives correspondant à ces rémunérations minimums seront adaptées une fois par an, au 1^{er} janvier de chaque année civile et pour la première fois au 1^{er} janvier 2004, à l'indice santé fixé mensuellement pour le Royaume par le Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie et publié au Moniteur belge.

Art. 11. Au 1^{er} janvier 2004, les rémunérations minimums en application ainsi que la partie des rémunérations effectives correspondant à ces rémunérations minimums sont adaptées à l'indice santé à raison de la différence calculée selon la formule suivante :

$$\text{rém. min. au 30 juin 2003} \times \frac{\text{indice de référence}}{\text{indice de référence précédent}} - \text{rém. min. au 30 juin 2003}$$

Par indice de référence, il y a lieu de comprendre la moyenne arithmétique des valeurs moyennes de l'indice santé au cours des quatre derniers mois pour les mois d'octobre et de novembre 2003 et par indice de référence précédent, la moyenne arithmétique des valeurs moyennes de l'indice santé au cours des quatre derniers mois pour les mois de janvier et février 2003.

L'indice de référence comporte deux décimales arrondies au chiffre supérieur si la troisième décimale est égale ou supérieure à cinq.
La différence entre la rémunération minimum indexée et la rémunération minimum non indexée au 30 juin 2003 est ajoutée à la rémunération non indexée au 1^{er} janvier 2004.

| | | |
|-------------------|---------------------|-----------------|
| NEEHLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR. |
| 04 -07- 2003 | 25 -09- 2003 | N° 67738 10/302 |

4

Art. 12. A partir du 1^{er} janvier 2005, les rémunération minimums en application ainsi que la partie des rémunérations effectives correspondant à ces rémunérations minimums seront adaptées à l'indice santé à raison de la différence calculée selon la formule suivante :

$$\frac{\text{rém. min. (1/1/x-1)} \times (\text{indice de référence (x-1)} - \text{rém. min. (1/1/x-1)})}{\text{indice de référence (x-2)}}$$

dans la formule ci-dessus,

'x' représente l'année civile où la rémunération minimum en application ainsi que la partie de la rémunération effective correspondant à cette rémunération minimum est indexée au 1^{er} janvier

'x - 1' représente l'année civile précédente

'x - 2' représente l'année civile précédente moins un an

Par indice de référence (x - 1), il y a lieu d'entendre la moyenne arithmétique des valeurs moyennes de l'indice santé au cours des quatre derniers mois pour les mois d'octobre et de novembre de l'année civile précédente et par indice de référence (x - 2), la moyenne arithmétique des valeurs moyennes de l'indice santé au cours des quatre derniers mois pour les mois d'octobre et de novembre de l'année civile précédente moins un an.

La différence constitue le montant qui est calculé sur les rémunérations minimums qui étaient d'application au 1/1/x-1 et qui est ajouté au 1/1/x aux rémunérations minimums non indexées en application ainsi qu'à la partie des rémunérations effectives correspondant à ces rémunérations minimums au 1/1/x.

Art. 13. Les quotients obtenus après application de la formule mentionnée à l'article 11 et à l'article 12 de la présente convention collective de travail comportent cinq décimales et sont arrondis au chiffre supérieur si la sixième décimale est égale ou supérieure à cinq.

Les rémunérations minimums indexées sont arrondies comme suit :

1° les rémunérations horaires à quatre décimales après la virgule. Lorsque la cinquième décimale est inférieure à cinq, il n'en est pas tenu compte. Lorsque la cinquième décimale est égale ou supérieure à cinq, la décimale à arrondir est augmentée d'une unité.

2° les rémunérations mensuelles sont arrondies à l'eurocent immédiatement supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à cinq. Lorsque la troisième décimale est inférieure à cinq, il n'en est pas tenu compte.

"G. Insertion dans la grille salariale des élèves et étudiants:

Art. 24 bis. Les élèves et étudiants, à l'exception des élèves et étudiants d'écoles hôtelières, occupés dans le cadre d'un contrat d'étudiant et qui satisfont aux conditions stipulées à l'article 17 bis de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 portant exécution de la loi du 27 juin 1969 portant révision de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale des travailleurs, seront, à partir du 1^{er} juillet 2003, insérés dans la catégorie de fonctions directement inférieure à la catégorie de fonctions dans laquelle ils devraient être insérés selon leur fonction de référence."

Art. 3. Dans la convention collective de travail n° 1 du 25 juin 1997, l'article 13 bis est remplacé par ce qui suit :

"Art. 13 bis

- a) Au 1^{er} juillet 2003, les rémunérations horaires minimums sont majorées de 0,1239 EUR par heure dans le régime de 38 heures semaine.

Au 1^{er} octobre 2003, les rémunérations horaires minimums sont majorées de 0,0496 EUR par heure dans le régime de 38 heures semaine

Au 1^{er} juillet 2004, les rémunérations horaires minimums sont majorées de 0,1239 EUR par heure dans le régime de 38 heures semaine.

Au 1^{er} octobre 2004, les rémunérations horaires minimums sont majorées de 0,0496 EUR par heure dans le régime de 38 heures semaine.

Ces augmentations salariales sont adaptées pro rata temporis pour les entreprises qui connaissent un autre régime de travail à temps plein.

- b) Au 1^{er} juillet 2003, les rémunérations mensuelles minimums sont majorées de 20,40 EUR par mois (régime temps plein).

Au 1^{er} octobre 2003, les rémunérations mensuelles minimums sont majorées de 8,16 EUR par mois (régime temps plein).

Au 1^{er} juillet 2004, les rémunérations mensuelles minimums sont majorées de 20,40 EUR par mois (régime temps plein).

Au 1^{er} octobre 2004, les rémunérations mensuelles minimums sont majorées de 8,16 EUR par mois (régime temps plein).

Pour les travailleurs à temps partiel, les rémunérations mensuelles minimums sont majorées des montants susmentionnés pro rata temporis aux dates susmentionnées.

Art. 4. La présente convention collective de travail entre en vigueur au 1^{er} juillet 2003.

Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être résiliée par chacune des parties, moyennant un délai de préavis de trois mois adressé par lettre recommandée à la poste au président de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière et aux organisations y représentées.

4

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 30 JUNI 2003, GESLOTEN IN HET PARITAIR COMITE VOOR HET HOTELBEDRIJF, IN UITVOERING VAN HET PROTOCOLAKKOORD VAN 30 JUNI 2003, TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr 1 VAN 25 JUNI 1997, GESLOTEN IN UITVOERING VAN HET PROTOCOLAKKOORD VAN 14 MEI 1997 TOT INVOERING VAN EEN FUNCTIECLASSIFICATIE EN TOT VASTSTELLING VAN DE MINIMUMLONEN

Art. 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers van de ondernemingen die ressorteren onder Paritair Comité voor het hotelbedrijf.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "werknemers" verstaan de mannelijke en vrouwelijke werknemers die bezoldigd worden op basis van een vast uur- of maandloon.

Art. 2. In de collectieve arbeidsovereenkomst nr 1 van 25 juni 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 maart 1999, wordt met ingang van 1 juli 2003 in het hoofdstuk VI - Lonen - Loonklassen, het punt B. Koppeling van de minimumlonen aan het voor het Rijk vastgesteld indexcijfer van de consumptieprijzen, vervangen als volgt: wordt vanaf 1 juli 2003 in hoofdstuk VII - Inschaling een punt G. ingevoegd luidend als volgt :

“ B. Koppeling van de minimumlonen aan het voor het Rijk vastgesteld indexcijfer van de consumptieprijzen.

Art. 10. De van toepassing zijnde minimumlonen alsook het gedeelte van de effectiefbetaalde lonen dat overeenstemt met deze minimumlonen zullen éénmaal per jaar op 1 januari van ieder kalenderjaar en dit voor de eerste keer op 1 januari 2004 aangepast worden aan het gezondheidsindexcijfer, maandelijks vastgesteld voor het Rijk door de Federaal Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Art. 11. Op 1 januari 2004 zullen de van toepassing zijnde minimumlonen alsook het gedeelte van de effectief betaalde lonen dat overeenstemt met deze minimumlonen aangepast worden aan het gezondheidsindexcijfer ten belope van het verschil berekend uit de hiernavolgende formule :

$$\text{minimumloon op 30 juni 2003} \times \frac{\text{referte-indexcijfer} - \text{minimumloon op 30 juni 2003}}{\text{vorig referte-indexcijfer}}$$

Onder referte-indexcijfer dient verstaan te worden het rekenkundig gemiddelde van het voortschrijdend gemiddelde van het gezondheidsindexcijfer van de vier laatste maanden voor de maanden oktober en november 2003 en onder vorig referte-indexcijfer dient verstaan te worden het rekenkundig gemiddelde van het voortschrijdend gemiddelde van het gezondheidsindexcijfer van de vier laatste maanden voor de maanden januari en februari 2003.

Het referte-indexcijfer omvat twee decimalen afgerond naar het hogercijfer, indien de derde decimaal gelijk is aan of groter dan vijf.

Het verschil tussen het geïndexeerde minimumloon en het niet-geïndexeerde minimumloon op 30 juni 2003 wordt gevoegd bij het niet-geïndexeerde loon op 1 januari 2004.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTRIEREN-REGISTR.

14-07-2003

25-08-2003

NR.
N°

67 738 101 302

4

Art. 12. Vanaf 1 januari 2005 zullen de van toepassing zijnde minimumlonen alsook het gedeelte van de effectiefbetaalde lonen dat overeenstemt met deze minimumlonen aangepast worden aan het gezondheidsindexcijfer ten belope van het verschil berekend uit de hiernavolgende formule :

$$\text{minimumloon} \left(\frac{1}{1/x-1} \times \frac{\text{referte-indexcijfer}(x-1)}{\text{referte-indexcijfer}(x-2)} \right) - \text{minimumloon} \left(\frac{1}{1/x-1} \right)$$

in hogervermelde formule is :

"x" het kalenderjaar waarin op 1 januari de van toepassing zijnde minimumlonen alsook het gedeelte van de effectiefbetaalde lonen dat overeenstemt met deze minimumlonen geïndexeerd worden.

"x - 1" het vorig kalenderjaar

"x - 2" het vorig kalenderjaar min één jaar

Onder referte-indexcijfer (x - 1) dient verstaan te worden het rekenkundig gemiddelde van de gezondheidsindexcijfers van de vier laatste maanden, voor de maanden oktober en november van het vorig kalenderjaar en onder referte-indexcijfer (x-2) dient verstaan te worden het rekenkundig gemiddelde van de gezondheidsindexcijfers van de vier laatste maanden voor de maanden oktober en november van het vorig kalenderjaar min één jaar.

Het verschil is het bedrag, dat wordt berekend op de minimumlonen die van toepassing waren op 1/1/x-1, en dat per 1/1/x gevoegd wordt bij de niet geïndexeerde van toepassing zijnde minimumlonen alsook het gedeelte van de effectiefbetaalde lonen dat overeenstemt met deze minimumlonen op 1/1/x.

Art 13. De quotiënten die bekomen worden uit de formule vermeldt in art. 11 en art. 12 van onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst vermelden 5 decimalen en worden afgerond naar het hoger cijfer indien het zesde decimaal gelijk is of groter dan vijf.

De geïndexeerde minimumlonen worden als volgt afgerond :

1° de uurlonen op 4 decimalen na de komma. Wanneer het vijfde decimaal lager is dan 5 wordt er geen rekening mee gehouden. Wanneer het vijfde decimaal gelijk is aan of hoger dan 5, wordt het af te ronden decimaal met een eenheid verhoogd.

2° de maandlonen worden afgerond op de onmiddellijke hogere eurocent wanneer het derde decimaal gelijk is aan of groter is dan vijf. Wanneer het derde decimaal lager is dan 5 wordt er geen rekening mee gehouden."

"G. **Inschaling** leerlingen en studenten

Art. 24bis. De leerlingen en studenten, met uitzondering van de leerlingen en studenten van de hotelscholen, tewerkgesteld met een overeenkomst voor studenten en die voldoen aan de voorwaarden zoals bepaald in artikel 17bis van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, zullen met ingang van 1 juli 2003 ingeschaald worden in één functiecategorie lager dan deze die overeenstemt met de functiecategorie waarin zij volgens hun referentiefunctie zouden ingeschaald worden."

4

Art. 3 In de collectieve arbeidsovereenkomst nr 1 van 25 juni 1997, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 22 maart 1999, wordt art 13bis als volgt vervangen :

"Art. 13 bis.

a) Op 1 juli 2003 worden de minimumuurlonen verhoogd met 0,1239EUR per uur in de 38-urenweek.

Op 1 oktober 2003 worden de minimumuurlonen verhoogd met 0,0496 EUR per uur in de 38-urenweek.

Op 1 juli 2004 worden de minimumuurlonen verhoogd met 0,1239EUR per uur in de 38-urenweek.

Op 1 oktober 2004 worden de minimumuurlonen verhoogd met 0,0496 EUR per uur in de 38-urenweek.

Deze loonsverhogingen zullen prorata temporis aangepast worden voor de ondernemingen die een andere voltijdse arbeidsduurregeling toepassen.

b) Op 1 juli 2003 worden de minimummaandlonen met 20,40 EUR per maand verhoogd (voltijds régime).

Op 1 oktober 2003 worden de minimummaandlonen met 8,16EUR per maand verhoogd (voltijds régime).

Op 1 juli 2004 worden de minimummaandlonen met 20,40 EUR per maand verhoogd (voltijds régime).

Op 1 oktober 2004 worden de minimummaandlonen met 8,16 EUR per maand verhoogd (voltijds régime).

Voor de deeltijdse werknemers worden de minimummaandlonen verhoogd met hogervermelde bedragen prorata temporis en op de aangeduide tijdstippen."

Art. 4 Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juli 2003.

Zij is gesloten voor een onbepaalde tijd. Zij kan worden opgezegd door elk van de partijen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden bij een ter post aangetekende briefgericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor het hotelbedrijven aan de daarin vertegenwoordigde organisaties.